

## **POURQUOI CE BULLETIN ?**

Depuis la constitution de la confédération F.O., des anarcho-syndicalistes militent dans ses syndicats. Dans les congrès d'unions départementales, fédéraux et confédéraux, ils expriment leurs opinions. Des échos recueillis après ces interventions, des discussions avec de nombreux camarades, il ressort que l'on connaît peu et très mal l'anarcho-syndicalisme et les anarcho-syndicalistes. Et lorsqu'on les connaît bien on s'empresse la plupart du temps de déformer ou de ridiculiser leur pensée.

Or, depuis mai-juin 68, on reparle un peu plus des idées libertaires. Nombreux articles de presse, édition ou réédition de plusieurs ouvrages, montrent que Bakounine ou Proudhon, pour ne citer que ceux-là, ne sont pas aussi inactuels qu'on voulait bien le prétendre.

Notre modeste bulletin montrera que notre opposition ne se borne pas à quelques courtes interventions à la tribune des congrès, au cours desquels les possibilités d'expression sont d'ailleurs limitées. Ce bulletin est publié pour qu'on nous connaisse mieux et que l'on ne transforme pas sciemment ou inconsciemment nos idées. Par conséquent il ne s'agira pas de "propagande" au sens traditionnel du mot. Il ne s'agira pas non plus de rappeler constamment des slogans ou des formules inventées par nos prédécesseurs, mais au contraire de montrer qu'en 1970, comme en 1906, les anarcho-syndicalistes ont des solutions à proposer à court, moyen et long terme.

Enfin (mais est-il nécessaire de le rappeler) quand il nous arrivera de citer des militants de l'organisation ce sera pour discuter leurs idées et uniquement pour cela. Nous le ferons parfois avec rudesse, sévérité. C'est que les libertaires n'aiment pas s'encombrer de diplomatie superflue. Engagés dans l'action syndicale quotidienne - obscure, mais féconde, pour reprendre l'expression de Pelloutier - militants responsables dans nos syndicats, nous allons user du droit de tendance.

Ce qui ne veut pas dire que nous avons la prétention d'être les représentants qualifiés et uniques de l'anarcho-syndicalisme. Ce qui ne veut pas dire que nous serons toujours d'accord entre nous sur tous les problèmes.

Notre entreprise n'est en rien comparable à celle des politiciens de tous bords dont l'ambition est de contrôler le mouvement syndical, considéré comme courroie de transmission et tremplin vers le pouvoir. Nous voulons simplement participer à notre façon au renouveau nécessaire du mouvement ouvrier. Pour ce renouveau les anarcho-syndicalistes ont beaucoup à dire et à faire.

Nous essayerons de le dire et de le faire.

# LES TRAVAILLEURS ET LA NOUVELLE SOCIÉTÉ:

Notre opposition à la politique fédérale ne repose pas sur des mouvements d'humeur, des querelles de personne ou un attachement sentimental à de prétendues traditions du mouvement ouvrier. Bien au contraire elle est fondée sur la conviction raisonnée que les analyses officielles communiquées à la presse ou divulguées par les augures fédéraux ou bien sont partielles, fluctuant avec la conjoncture, ou bien s'inscrivent dans une stratégie qui conduit le mouvement syndical à la faillite, faillite qu'on qualifiera d'efficace parce que les travailleurs seront exploités par des technocrates sociaux-démocrates au lieu de l'être par des technocrates capitalistes et/ou totalitaires.

Comme exemple typique d'analyse erronée - ou de stratégie de capitulation - nous citerons le point de vue fédéral sur le plan de redressement qui se présente comme une excellente illustration de la thèse de la séparation entre le syndiqué et le citoyen. Thèse qui ne correspond à rien de réel, qui permet seulement de se forger une douillette bonne conscience. Car il n'y a pas de miracle, on ne dépose pas son aliénation au vestiaire de l'usine ou du bureau; un travailleur aliéné ne devient pas, par un coup de baguette magique, un citoyen désaliéné. L'exploitation n'est pas seulement le fait de l'employeur, de l'entreprise, mais surtout de la société globale dont l'entreprise n'est qu'un rouage. Nous nous sentons presque gênés d'être contraints d'insister sur des faits aussi facilement observables.

Au moment où le plan de redressement fut lancé il suffisait de consulter les statistiques officielles pour s'apercevoir que la grande vague avortée de mai-juin 68 n'a amputé la production industrielle annuelle possible que d'environ 2%, ce qui ne l'a pas empêchée d'être supérieure à celle de 67. Des fluctuations de cet ordre ont déjà eu lieu par le passé sans qu'on crie à la catastrophe.

Mais effectivement cela peut devenir une catastrophe en régime capitaliste parce que les possédants, sous prétexte de craindre un effondrement du régime, transfèrent leurs capitaux sous des cieux qui leur paraissent plus aptes à procurer des profits.

C'est exactement ce qui s'est passé à l'automne 68, qui vit se développer une spéculation effrénée sur la dévaluation du franc et la réévaluation du mark. Et les profits empochés en un an ont été de l'ordre de 20%. C'est en effet une des aberrations caractéristiques du capitalisme dit libéral qu'une partie de la classe possédante puisse risquer de saborder l'économie collective pour accroître ses gains à court terme.

Il est donc évident que le problème de fond, l'intérêt essentiel des travailleurs, est de remettre en cause les structures de la société que nous subissons; plutôt que de prendre partie pour l'une des fractions dans un conflit au sein de la classe possédante.

Car le "plan de redressement" n'était rien d'autre qu'une tentative pour résoudre ce conflit. Et, bien entendu, pour le résoudre sur le dos des exploités. Prétendre que les travailleurs avaient intérêt à la réussite du plan de redressement, chanter sur tous les toits qu'on s'efforcera de juger "objectivement" (en fonction de quels critères?) les actes du gouvernement - "ni complaisance, ni opposition systématique" - c'est s'enfermer volontairement dans le système qu'on nous impose, c'est apporter la preuve flagrante qu'on y est déjà intégré.

Nous n'avons à être ni pour la réussite ni pour l'échec du plan de redressement, nous n'avons pas à nous demander si notre comportement à l'égard du gouvernement devait être de la complaisance ou de l'opposition systématique. Nous n'avons pas à nous le demander aujourd'hui et nous n'aurons pas à nous le demander demain. Ce sont là des questions que font semblant de se poser ceux qui masquent leur manque d'imagination - et leur, incapacité à dépasser les analyses sociales routinières - derrière un prétendu sens des responsabilités.

Nous sommes certains d'être aussi responsables qu'eux et c'est pour cela que nous continuons d'être systématiquement opposés à l'ordre social actuel fondé sur l'exploitation des travailleurs.

La lutte de classes n'est ni un jeu de salon, ni un combat de chevalerie. L'Etat, la classe dominante sont les exploités donc les ennemis des travailleurs. Entre eux et nous, entre les dominants et les exploités les seuls rapports possibles sont des rapports de force.

*Nous savons l'enthousiasme, un peu puéril, avec lequel a été accueillie cette unité du nombre, à laquelle nous préférons, nous anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante.*

*Fernand PELLOUTIER (12 déc. 1899)*

## **= COMITE CONFEDERAL NATIONAL =**

- Il paraît que le C.C.N. a eu lieu.

- Il paraît, selon F.O.Hebdo n° 1220, que nos camarades ont abondamment discuté du "syndicalisme dans la société moderne".

- Il paraît que la discussion fut passionnante, passionnée, approfondie.

- Il paraît que les interventions, enregistrées, vont être diffusées sous forme de brochure aux membres du C.C.N. et de la C.E. confédérale.

- Il paraît qu'ensuite une synthèse sera faite qui servira de rapport pour le prochain congrès.

Autrement dit tout se passe comme si l'étude de ce sujet important devait se dérouler à huis-clos. Car il n'est pas possible que dans un congrès de quatre ou cinq jours les délégués des syndicats puissent s'exprimer totalement sur ce thème, D'autant que le temps de parole est généralement limité à un quart d'heure.

Est-ce qu'on se préparerait à penser à la place des militants des syndicats qui seraient seulement conviés à ratifier un document préparé par les responsables de l'organisation? Il s'agirait alors purement et simplement de ce qu'on appelle ailleurs "centralisme démocratique". Nous ne marchons pas.

Il faut que les syndicats exigent du bureau confédéral que le document reproduisant les interventions au C.C.N. de Lille leur soit diffusé,

Il faut que le bureau confédéral incite à son étude et impulse l'organisation de réunions d'étude dans les syndicats,

- Il faut ouvrir, dans tous les organes d'expression fédéraux et confédéraux, une TRIBUNE LIBRE.

C'est à la base qu'il appartient de se déterminer.

On peut évidemment (c'est tellement facile) invoquer une certaine paresse de cette base, encore faut-il que le bureau confédéral, par ses méthodes, ne la favorise pas.

---

### **CORRESPONDANCE:**

J. SALAMERO  
71 quai des Chartrons  
-33-BORDEAUX-

ou

Marc PREVOT EL  
B.P. n° 15  
-50- BEAUMONT-HAGUE-

### **ABONNEMENTS ET SOUSCRIPTION:**

Marc PREVOTEL  
C C P ROUEN 1753 41 N